

Des enfants burundais affluent au Rwanda

Rwanda Depuis avril, près de 200 000 Burundais ont trouvé refuge dans les pays voisins.

Reportage **Patricia Huon**
Envoyée spéciale au Rwanda

Un groupe d'enfants court entre les rangées de tentes blanches qui s'étirent sur la plaine poussiéreuse. Ils tirent derrière eux un cerf-volant de plastique et de brindilles. A leur passage, un sourire s'esquisse parfois sur les visages des adultes, qui regardent passer le temps. Le camp de Mahama, à l'est Rwanda, abrite plus de 43 000 réfugiés burundais, pris en charge par Kigali et le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR).

Tous ont fui le Burundi ces derniers mois, poussés par les mêmes craintes. "Nous avons été menacés par les Imbonerakure parce que nous ne soutenons pas le parti au pouvoir", affirme Divine Manirambona, 19 ans, originaire de la province de Kirundo, au nord du Burundi. Elle évoque les jeunes du CNDD-FDD, le parti du président Pierre Nkurunziza. "Nous, nous n'avons pas subi de violences, mais nous savons de quoi ils sont capables."

"Pas d'argent et personne pour m'aider"

La jeune fille a pris la route fin avril, avec quatre de ses jeunes frères et sœurs et un maigre bagage. Sa mère et sa grand-mère ne les ont rejoints que trois mois plus tard, lorsqu'elles ont pu économiser suffisamment d'argent pour le trajet. Des parents préfèrent mettre leur famille à l'abri même lorsqu'ils ne peuvent partir eux-mêmes. "Quand je suis arrivée ici, c'était très difficile", raconte Divine. "Je n'avais pas d'argent et personne pour m'aider. Maintenant, ma mère est là et cela va un peu mieux." Plus de la moitié des réfugiés de

Mahama sont mineurs; près de 2 000 d'entre eux sont arrivés sans aucun adulte pour les accompagner. Un chiffre inhabituellement élevé, selon les humanitaires. "Ces enfants se trouvent dans une situation précaire et sont particulièrement vulnérables", constate Elsa Bousquet, chargée de la protection de l'enfance au HCR. "Certains ne savent pas cuisiner, ils doivent s'occuper de jeunes frères... Ils peuvent ainsi avoir des difficultés à combler leurs besoins basiques dans un camp où la vie est déjà très difficile."

Tentatives de réunification familiale, appels téléphoniques gratuits: des moyens sont mis en œuvre pour diminuer leur isolement. "Lorsque nous ne parvenons à identifier aucun proche dans le camp, nous essayons de trouver des familles d'accueil", dit Elsa Bousquet. "Mais peu sont prêts à se charger d'une personne supplémentaire."

Ils doivent apprendre l'anglais

La scolarisation des réfugiés est un autre défi. Beaucoup d'élèves burundais n'ont pas pu passer les derniers examens dans leur pays. En juillet, des écoles ont été ouvertes dans le camp de Mahama. Dans une salle de classe couverte de bâches, assis sur des bancs en bois, une dizaine d'adolescents agitent la main en l'air, avides de participer à la

leçon. "Dès les premières semaines après l'ouverture du camp, les enfants eux-mêmes insistaient pour retourner à l'école", dit Raphaël Gatoto, un instituteur originaire de Bujumbura. "L'objectif est qu'ils puissent intégrer les écoles rwandaises dès la rentrée de janvier. Ils doivent notamment apprendre l'anglais, qui est la principale langue d'enseignement ici. Mais ils sont très motivés."

Lorsqu'ils ont franchi la frontière, beaucoup espéraient un retour rapide. Mais, sans amélioration de la situation sécuritaire au Burundi, certaines familles pourraient être ici pour longtemps.

2000

MINEURS NON ACCOMPAGNÉS

Des parents ont envoyé leurs enfants à l'abri sans pouvoir se payer le voyage.

Épinglé

Augmentation alarmante des assassinats, alerte l'Onu

“Presque chaque jour, des corps sans vie sont retrouvés dans les rues de certains quartiers de Bujumbura. Dans de nombreux cas, les victimes semblent avoir été tuées par balles tirées à bout portant. Leurs corps portent parfois des traces de torture et sont souvent retrouvés les mains liées dans le dos”, a déclaré lundi dernier le Haut commissaire aux droits de l'homme de l'Onu, Zeid Ra'ad al Hussein.

La Belgique a suspendu vendredi son appui à une série de projets pouvant être récupérés politiquement par le régime et arrêté *“sur le champ”* sa coopération policière avec le Burundi. Si le dialogue de Bujumbura avec l'Union européenne, qui exige des progrès en matière de droits de l'homme et démocratie, n'aboutit pas, la suspension deviendra une suppression, prévient Bruxelles. Et les budgets ainsi libérés seront réaffectés à des programmes en cours, *“à condition qu'ils améliorent le sort de la population et renforcent les contre-pouvoirs”*, indique le ministère de la Coopération, citant des ONG, des syndicats et des organisations d'agriculteurs. **MFC**